

ÉDITORIAL

3

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ACCÉLÈRE-T-ELLE LA TRANSITION BAS-CARBONE ? DANS LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES, OUI (PREMIÈRE PARTIE)

Quelques mois après le déclenchement d'une nouvelle crise énergétique mondiale, on peut s'interroger sur ses conséquences pour la transition bas-carbone dans les pays émergents. La réponse n'a rien d'évident tant les risques géopolitiques et le processus de transition bas-carbone se déroulent selon des temporalités différentes, du moins en partie. Le choc énergétique, déclenché par le blocage du détroit d'Ormuz, appelle des réponses immédiates afin de sécuriser l'approvisionnement en hydrocarbures avec, par exemple, l'utilisation de stocks stratégiques. À l'inverse, la transition est un processus de plus long terme. Cependant, les circonstances actuelles sont particulières : le processus de transition bas-carbone a été initié il y a plusieurs années et la crise d'Ormuz constitue la deuxième crise énergétique majeure en quatre ans.

Pour le moment, la crise énergétique ne devrait favoriser les énergies fossiles que marginalement, notamment en incitant temporairement à accroître l'usage du charbon ou, à moyen terme, certaines productions gazières émergentes. Plus significativement, l'exemple de l'Asie émergente montre que les dynamiques de décarbonation et d'électrification des usages pourraient s'appuyer sur des dynamiques préexistantes pour accélérer. Ce *momentum*, qui repose principalement sur des décisions individuelles, devrait confirmer la prééminence chinoise sur le marché des technologies vertes.

L'ASIE EN PREMIÈRE LIGNE

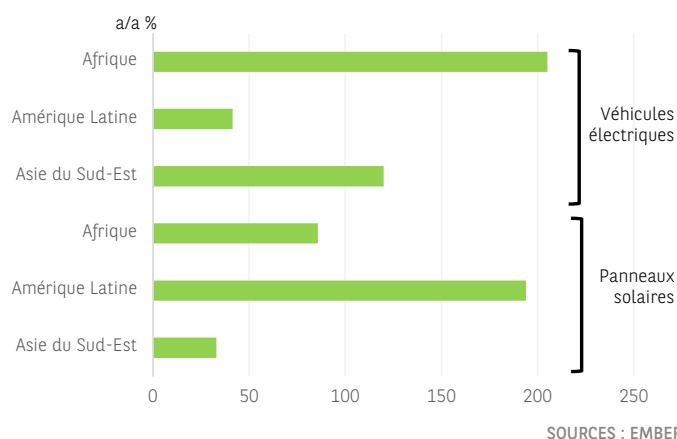
L'Asie émergente est la région la plus touchée par la crise énergétique actuelle. Sa dépendance vis-à-vis des importations d'hydrocarbures du Moyen-Orient est élevée. De plus, la crise y a accéléré l'inflation et entraîné une baisse modérée de la croissance et, dans certains pays, la mise en place de mesures de rationnement. L'Europe émergente a aussi été affectée par l'interconnexion entre les marchés gaziers européens et asiatiques, et par sa dépendance aux importations de produits raffinés en provenance d'Asie. Les conséquences sur les pays d'Afrique sont plus difficilement mesurables car ils dépendent peu des importations de pétrole et de ses dérivés venus du Moyen-Orient, et de façon négligeable pour le gaz. Enfin, les conséquences directes sont réduites pour l'Amérique latine, celle-ci dépendant très majoritairement des importations provenant d'Amérique du Nord¹.

ABSENCE D'UNE NOUVELLE DYNAMIQUE POUR LE PÉTROLE

Historiquement, les périodes de crise énergétique aigüe ont entraîné une hausse des capacités de production d'hydrocarbures quand cela a été possible. Néanmoins, selon l'AIE, les montants des investissements dans la production, prévus pour 2026 sont marginalement inférieurs à l'estimation effectuée avant crise et quasi stables par rapport à 2025². Cette absence de réaction peut être due à l'inertie propre aux décisions d'investissement dans le secteur. Si l'on écarte les pays du Golfe, qui doivent reporter leurs décisions d'investissement dans de nouvelles capacités de production ou ont, au contraire, l'intention d'accélérer certains investissements de contournement (i.e. doublement de l'oléoduc de Fajairah aux Émirats arabes unis, augmentation des capacités de stockage en dehors de la zone du Golfe), il n'y a pas de signes évidents d'augmentation du nombre de projets visant à développer la production d'hydrocarbures dans les économies émergentes.

La crise énergétique accélère l'électrification dans les pays émergents

Croissance des exportations chinoises, Mars-Mai 2026/Mars-Mai 2025



Plus fondamentalement, si l'on compare avec les chocs des années 1970 et 1980, la crise actuelle s'inscrit dans un environnement énergétique différent car beaucoup plus diversifié. Ainsi, la mise en place de politiques de transition bas-carbone depuis une dizaine d'années et la très forte baisse du prix des équipements offrent des alternatives pour faire converger transition et souveraineté en privilégiant un mix énergétique décarboné. En 2025, 75% de la hausse de la demande d'électricité au niveau mondial a ainsi été satisfaite grâce à l'énergie solaire³.

INTÉRÊT RENOUVÉ POUR LES RESSOURCES GAZIÈRES DE L'EUROPE ORIENTALE

Certains pays d'Europe émergente devraient sortir gagnants de la volonté de l'Union européenne de diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz alors qu'elle fait face à sa deuxième crise énergétique en 4 ans. En 2022, le programme RePowerEU a notamment fixé un objectif de diversification des sources d'approvisionnement en gaz, renforcé récemment par la décision de l'arrêt total des importations russes d'ici 2027.

1 À ce sujet, consultez notre panorama par régions des conséquences du choc énergétique : [Pays émergents | Panoramas par régions au 13 juillet 2026](#).

2 Agence internationale de l'énergie, 2026, World Energy Investment.

3 Ember, 2026, Global Electricity Review.



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change

Cette politique renforce l'intérêt de l'UE pour les ressources européennes et sécurise les débouchés de la production européenne. Cela concerne notamment la mise en production des gisements *offshore* de gaz en Roumanie, qui devrait devenir dès 2027 le premier producteur de gaz de l'Union européenne. Le surplus exportable pourrait être équivalent à environ 2% du total des importations européennes de gaz. Chypre devrait aussi bénéficier de la volonté européenne de diversifier ses importations. D'ici la fin de la décennie, les ressources gazières chypriotes devraient transiter par les terminaux de liquéfaction égyptiens afin d'alimenter le marché local, mais aussi d'exporter du GNL vers l'Europe.

REBOND TEMPORAIRE DU CHARBON

En réponse à la hausse des cours du GNL, la demande de charbon a augmenté depuis le déclenchement de la crise. Cela s'est traduit par la hausse significative des cours du charbon (environ 15-20% par rapport au niveau pré-crise). L'augmentation de la part du charbon dans le mix électrique au détriment du gaz concerne de nombreux pays asiatiques (Chine, Inde, Bangladesh, Pakistan, Philippines). Néanmoins, il s'agit, pour le moment, uniquement de la hausse des taux d'utilisation des centrales à charbon. À ce stade, la crise énergétique justifie le report du décommissionnement de certaines centrales (Thaïlande), mais elle n'a pas déclenché de décision d'investissement dans de nouvelles capacités de production. Les conséquences sont sans mesure avec celles de la crise de 2022, qui avait vu le quadruplement des prix du charbon entraîner une augmentation des capacités d'extraction de charbon.

En Chine, premier producteur mondial d'électricité à base de charbon (plus de la moitié du mix électrique), la demande intérieure et de charbon ainsi que les importations ont baissé au cours des quatre premiers mois de l'année (respectivement de 1% et 9% en g.a.), tandis que la consommation électrique augmentait de 6% en g.a. durant la même période⁴. Cela est dû à différents facteurs dont plusieurs opérations de maintenance dans le secteur, une plus grande efficacité des centrales à charbon thermique et la croissance continue de la production d'électricité décarbonée (la production électrique d'origine éolienne et celle d'origine solaire ont crû respectivement de 1% et 29% en g.a. au cours des quatre premiers mois). En Inde, la hausse de la demande de charbon au cours du T2 2026 est due pour partie à la hausse des prix du GNL et à des contraintes d'approvisionnement (les importations de GNL en provenant du Moyen-Orient représentent 29% du gaz disponible sur le marché intérieur), mais surtout au début du pic saisonnier de consommation d'électricité.

LA CRISE ACCÉLÈRE LES INVESTISSEMENTS INDIVIDUELS DANS LA DÉCARBONATION

Concernant la décarbonation des mix énergétiques, la crise confirme ou accentue des dynamiques déjà à l'œuvre dans certains pays. En outre, elle ne semble pas déclencher de nouvelle dynamique dans les pays où il n'y avait pas encore de mouvement marqué vers la transition bas-carbone. En Asie, les évolutions observées au Pakistan et aux Philippines (parmi les pays les plus touchés par la crise énergétique) sont significatives. Le Pakistan connaît une très forte accélération de la génération d'électricité solaire depuis 2023. Elle est alimentée par la demande des ménages et facilitée par l'exemption de taxes sur les importations de panneaux solaires. La hausse de 21% de la production d'électricité depuis 2023 a été permise par l'augmentation des capacités de production solaire. Au cours des quatre premiers mois de l'année 2026, le pays a été la troisième destination des exportations de panneaux solaires chinois (la Chine détenant environ 80% des ca-

4 China Energy Monthly, Oxford Institute for Energy Studies, 22 June 2026.

pacités mondiales de production d'équipements solaires). De même, les Philippines, qui connaissent aussi une forte hausse de l'équipement solaire, ont été la deuxième destination des exportations chinoises de panneaux solaires au cours de cette même période. Par ailleurs, en réponse à la crise énergétique, le département de l'énergie philippin a décidé d'accélérer l'implantation de 1,5 GW de capacités renouvelables et des capacités de stockage associées. Pour l'ensemble des pays d'Asie du Sud-Est (ASEAN), les importations de panneaux solaires en provenance de Chine ont plus que doublé en glissement annuel au cours du premier trimestre qui a suivi le déclenchement de la crise.

ACCÉLÉRATION DE LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

À l'instar de la hausse de l'équipement en panneaux solaires, les ménages des pays émergents ont réagi à la crise énergétique par une accélération des achats de véhicules électriques. Cette dynamique est significative en Asie du Sud-Est, qui connaît une forte hausse du taux d'équipement depuis 2023. Même si des contraintes de coût des véhicules et d'équipement en bornes de recharge persistent, le taux de pénétration est supérieur à celui de l'UE dans certains pays (Singapour, Vietnam) ou s'en approche (Thaïlande). Certaines mesures gouvernementales ont été récemment introduites (Laos, Cambodge) afin de favoriser l'électrification des transports. En 2025, les pays d'Asie du Sud-Est ont constitué le marché le plus dynamique pour la vente de véhicules électriques. De plus, entre mars et mai 2026, les exportations chinoises de véhicules électriques y ont progressé de 50% en valeur par rapport à la même période en 2025. De même, les ventes à destination de l'Amérique latine ont enregistré un fort rebond sur cette même période (+59% en g.a.) sur un marché déjà relativement dynamique. En Afrique, les progrès sont plus difficiles à mesurer étant donné qu'une grande partie des progrès de la mobilité électrique concerne les deux roues, dont la production de modèles chinois peut être en grande partie locale.

L'ÉLECTRIFICATION ET DONC LA CHINE SONT LES GRANDES GAGNANTES

De ces premières tendances observées principalement dans l'Asie émergente, on peut tirer trois enseignements : **1/** la dynamique de transition en réaction à la crise énergétique est pour le moment tirée par des décisions individuelles (ménages ou entreprises), par nature plus réactives à court terme ; **2/** cette dynamique concerne aussi l'électrification des usages, l'étape de la transition bas-carbone qui progresse traditionnellement le plus lentement (comme en témoigne l'évolution européenne récente) ; **3/** la Chine sera une des principales bénéficiaires étant donné sa position dominante au niveau mondial dans les secteurs photovoltaïque et de la mobilité électrique (si l'on considère l'ensemble des technologies liées à la transition bas-carbone, la valeur des exportations chinoises a augmenté de 36% entre mars et mai 2026 en g.a.).

C'est là le paradoxe du lien entre transition bas-carbone et sécurité énergétique. Étant donné la domination chinoise dans de nombreux segments de la transition, la question de la souveraineté continue de se poser au-delà de la réduction de la dépendance aux importations d'hydrocarbures. La domination chinoise sur l'ensemble de la chaîne de valeur des batteries (mobiles et stationnaires), qui est actuellement le segment le plus dynamique, risque de maintenir cette question au cœur de l'actualité dans les prochaines années.

Pascal Devaux

pascal.devaux@bnpparibas.com



BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change